



**HAL**  
open science

# L'hospitalité, ou penser l'attractivité autrement

Magali Talandier

► **To cite this version:**

Magali Talandier. L'hospitalité, ou penser l'attractivité autrement. Habiter demain en toute hospitalité, CFDU (Conseil Français des Urbanistes), 2023, 978-2-9559669-6-9. halshs-04435813

**HAL Id: halshs-04435813**

**<https://shs.hal.science/halshs-04435813>**

Submitted on 2 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Magali Talandier, Université Grenoble Alpes, laboratoire Pacte, CNRS, Science-Po**

## **L'hospitalité, ou penser l'attractivité autrement**

Chapitre d'ouvrage paru dans « Habiter en toute hospitalité », conseil français des urbanistes, Avril 2023

### ***Un changement de posture pour les métropoles***

Malgré leur jeune âge, les Métropoles semblent déjà obligées de se réinventer. Face aux crises climatiques, environnementales, sanitaires, économiques, sociales, un nouveau récit métropolitain émerge. Non exclusivement compétitives et plus coopératives, frugales, neutres en carbone, plus hospitalières et moins sélectives, mieux encadrées dans leurs géographies et plus respectueuses de leurs paysages, ... les enjeux métropolitains ne se déclineront plus seulement en termes de compétitivité et d'attractivité, mais aussi en termes de résilience et d'hospitalité.

Dans ce contexte, les chercheurs de la plateforme POPSU-Grenoble<sup>1</sup> ont essayé de comprendre comment l'hospitalité pouvait accroître la capacité d'adaptation des métropoles. Les résultats de la recherche invitent à prêter attention aux émergences, à ces signaux faibles qui marquent le début d'un changement, à la fois possible et nécessaire. La collectivité locale est attendue sur des fonctions d'intermédiation, de grand « assemblage » des micro-dynamiques, afin que ces actions, citoyennes, entrepreneuriales, associatives, puissent changer d'échelle et prendre plus d'ampleur. Mais, ces petites choses auxquelles les chercheurs ont prêté attention peuvent aussi être des marqueurs de délitement, d'affaiblissement et de fractures, sur lesquels la collectivité doit veiller et agir pour maintenir la cohésion sociale et territoriale. C'est dans ce contexte que nous avons creusé l'idée de *Métropole hospitalière* à travers l'analyse des enjeux de l'accueil et du bien-vivre dans un territoire métropolisé<sup>2</sup>.

### ***La Métropole hospitalière***

Promouvoir l'attractivité d'un territoire, c'est miser sur l'apport (la captation) de ressources exogènes (extérieures) pour en assurer le développement. Raisonner en termes d'hospitalité, c'est changer de paradigme pour considérer que les leviers de développement, au sens d'amélioration des conditions de vie des populations, sont externes mais également endogènes et locaux. Plus que la capacité à attirer les talents et les « CSP+ », comme le

---

<sup>1</sup> Programme de recherche co-financé par le PUCA et la Métropole Grenoble Alpes.

<sup>2</sup> L'ensemble des résultats produits sont disponibles dans le webmagazine édité par l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise. Nous reprenons ici certaines de ces conclusions.  
[http://grand-a.aurg.org/decembre-2021\\_emergences](http://grand-a.aurg.org/decembre-2021_emergences)

valorise la métropolisation, c'est en termes de diversité sociale et territoriale que nous devons chercher une partie des ressorts de la résilience. Faire l'hypothèse de la métropole hospitalière, c'est interroger la capacité des métropoles à accueillir et retenir ses populations - des plus vulnérables aux plus convoitées, des plus mobiles, temporaires, migrantes aux plus ancrées ; de l'étudiant aux personnes âgées... C'est savoir accueillir le métropolitain dans son territoire. Quelles sont aujourd'hui les dynamiques migratoires de ce territoire ? Qui s'installe où ? Qui part et vers où ? Mais aussi quelles sont les politiques d'hospitalité développées par le territoire ? Que changerait la prise en compte d'une politique transversale d'hospitalité métropolitaine ? Ce sont ces questions que les chercheurs ont essayé d'éclairer.

### ***L'hospitalité comme référentiel commun***

Afin d'explorer les implications qu'aurait une politique de l'hospitalité sur le fonctionnement de la Métropole, nous avons réalisé et analysé, avec Louna Villain, une trentaine d'entretiens effectués auprès des agents des cinq grandes directions de la Métropole de Grenoble. Trois résultats ont été mis en évidence.

Le premier montre que la notion d'hospitalité, même si elle n'est pas encore utilisée, fait aisément écho aux politiques menées. Premier étonnement cependant : alors même qu'il est en charge des enjeux de solidarité, le service « cohésion sociale » apparaît comme le plus réticent quant à l'usage de cette notion. Ici, l'idée sous-jacente de charité interroge. A l'opposé, la direction du service économique y voit un facteur essentiel de l'attractivité territoriale, et, possiblement, un levier de renouvellement des politiques économiques de la Métropole. Ainsi, son appropriation, bien que variable d'un service à l'autre, ne soulève pas de problème majeur voire d'objection.

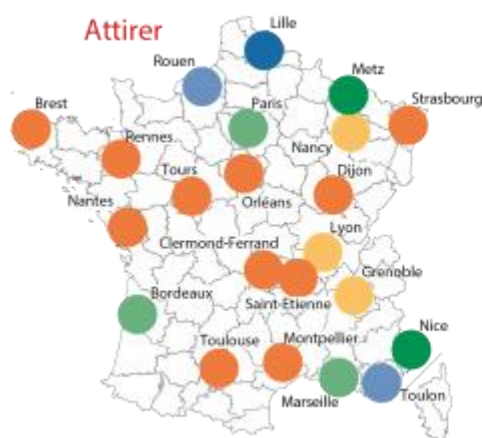
Le deuxième résultat porte sur le décloisonnement des pratiques. Tous les enquêtés considèrent qu'une politique de l'hospitalité obligerait à plus de transversalité entre les directions et nécessiterait un décloisonnement des compétences dans les modes de travail des agents et des élus métropolitains. Par exemple, la question du numérique est traitée par la politique de la ville et la direction de l'innovation et de l'excellence scientifique de manière bien différente. L'un vise le rattrapage des personnes en difficultés, l'autre l'excellence et l'innovation numérique. Même si les cibles sont différentes, aborder la question numérique sous l'angle d'une politique d'hospitalité pourrait accroître, selon nos interviewé.e.s, la perméabilité entre les directions et ainsi faire émerger une intelligence collective sur cette question. L'analyse des regards croisés entre services met, par ailleurs, en lumière les enjeux communs à chaque direction pour tendre vers une Métropole hospitalière, à savoir adaptation et lutte contre le changement climatique ; qualité de vie urbaine ; cohésion sociale et identité territoriale.

Enfin, le troisième résultat témoigne d'un travail d'équilibriste pour faire vivre la notion. Parce qu'elle décline sa politique pour tous types d'utilisateurs et à différentes échelles, la Métropole est considérée par certains interviewés comme déjà hospitalière. Cependant, en essayant d'articuler rayonnement international, développement économique, protection de l'environnement, prise en compte des besoins des classes vulnérables, bien-être des habitants, aménagement urbain... on sent pointer le risque de voir l'hospitalité des uns se perdre au détriment des autres.

En choisissant l'hospitalité comme référentiel commun, le besoin de transversalité se confirme, afin de mettre en regard des pratiques et injonctions parfois contradictoires.

### Les complémentarités territoriales, levier d'hospitalité métropolitaine

Le deuxième axe d'analyse a porté sur les flux de mobilités résidentielles, pour tenter de passer du cadre analytique de l'attractivité à celui de l'hospitalité. Les mobilités résidentielles sont, selon la plupart des auteurs, organisées autour de deux forces antagonistes. Les mobilités de longue distance profiteraient à la ville-centre, tandis que les mobilités de courte distance se feraient vers les périphéries. En tant que porte d'entrée sur le territoire, la ville-centre est donc censée impulser la dynamique globale d'accueil. Cette représentation d'une ville-centre qui attire les nouveaux arrivants avant de les repousser vers les périphéries n'est pourtant pas systématique et les résultats obtenus pour les métropoles françaises mettent en évidence des configurations spatiales différenciées.

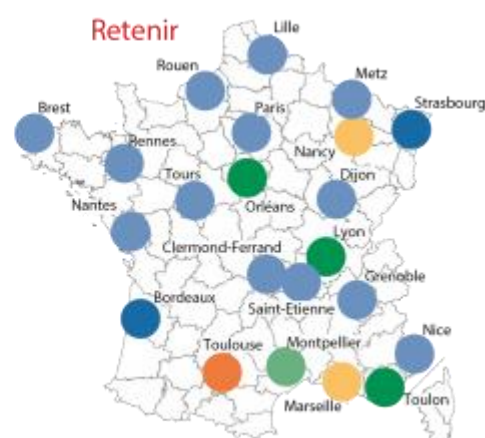
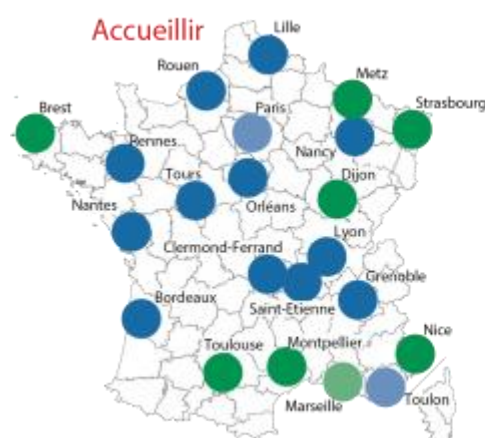


## De l'attractivité à l'hospitalité

Magali Talandier & Isabelle André-Poyaud

Typologie basée sur les arrivés (attirer), les installés (accueillir), les sortants (retenir) dans les villes-centres (Centre), les autres communes de la métropole (Péri-métropolitain) les communes hors métropole à moins de 50 km (Hinterland)

- Performance de la ville centre, puis de l'hinterland (C>H>P)
- Performance de la ville centre, puis du péri-métropolitain (C>P>H)
- Situation intermédiaire de la ville centre au profit de l'hinterland (H>C>P)
- Situation intermédiaire de la ville centre au profit du péri-métropolitain (P>C>H)
- Sous-performance de la ville centre, hinterland privilégié (H>P>C)
- Sous-performance de la ville, péri-métropolitain privilégié (P>H>C)



Source : Insee, recensement de la population, 2016

Tout d'abord, dans huit métropoles sur vingt-deux, l'attractivité résidentielle de la région métropolitaine dépend d'abord des territoires non centraux (Paris, Bordeaux, Marseille, Nice, Lille, Metz, Rouen et Toulon). Pour les 14 autres, la situation est également plurielle. A Grenoble, par exemple, ce sont les flux en provenance de l'étranger qui contribuent à l'attractivité de la ville-centre. La même analyse centrée sur les flux uniquement infranationaux souligne l'attrait des communes péri-métropolitaines de la région grenobloise, plus attractives que le reste de l'espace métropolitain. Dans l'aire métropolitaine de Strasbourg, 60% des nouveaux arrivants infranationaux s'installent dans la ville centre, alors qu'ils ne sont que 35% dans l'aire de Grenoble. Si l'on raisonne non plus en termes d'attractivité, et d'entrées, mais également en termes de capacité des territoires à retenir leur population, le résultat bascule en faveur des périphéries. Ce sont cette fois les espaces périurbains et plus encore péri-métropolitains qui retiennent le plus les populations résidentes.

L'analyse de ces résultats sur le long terme montrent que la dynamique, le rôle, de chaque type de territoire peut être amené à bouger au sein d'une même région urbaine. Selon que l'on est en période de crise, par exemple, ou en période de rebond, les centres et leurs hinterlands n'ont pas les mêmes capacités d'attractivité et d'hospitalité. De la même manière, l'attractivité respective de ces trois échelles de territoire varie selon les profils et les métropoles. Par exemple, un cadre sur deux qui arrive dans une aire métropolitaine s'installe dans la ville-centre, à Nice, ils ne sont qu'un sur trois.

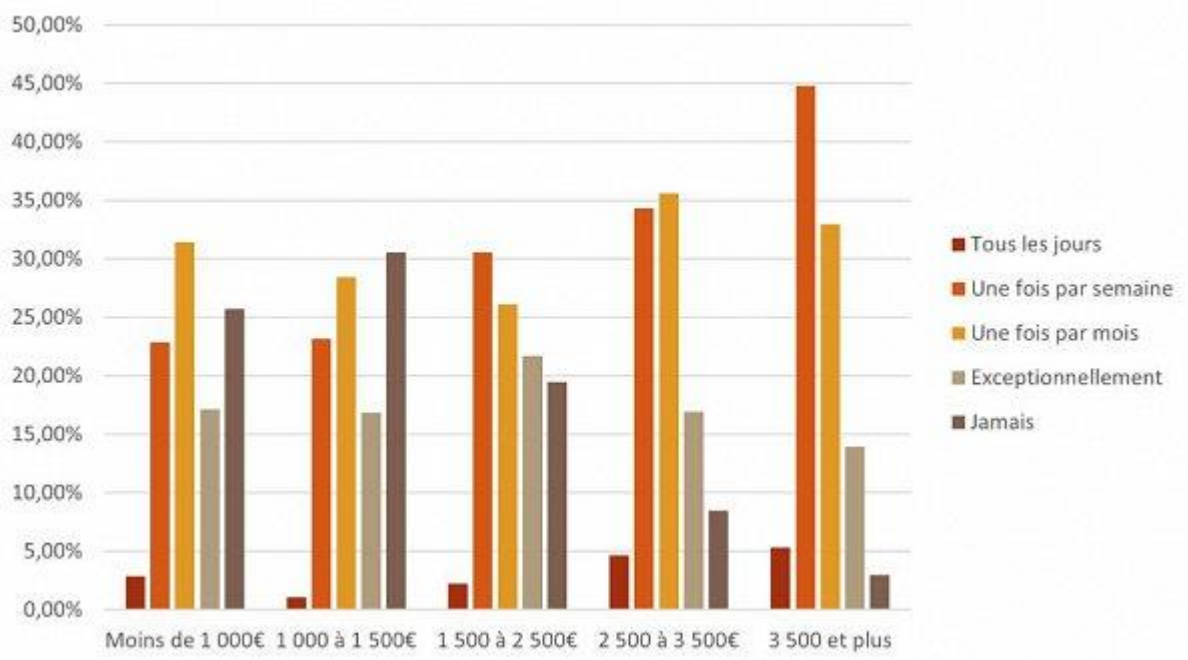
Tous ces éléments confirment, si besoin était, l'importance de la coopération territoriale. Car ce sont ces spécialisations, qui prises et gérées isolément peuvent accentuer les dynamiques de ségrégation, alors même qu'elles pourraient devenir les piliers d'une diversité revendiquée, assumée et garante d'une hospitalité métropolitaine.

### ***Moins d'attractivité mais plus d'hospitalité, l'accès à la montagne pour toutes !***

Toujours dans le cas de POPSU-Grenoble, nous avons cherché à creuser les leviers du bien-vivre dans le territoire, toujours en lien avec cette notion de métropole hospitalière. De nombreuses études montrent que l'accès aux espaces de nature, qui à Grenoble en quelques kilomètres devient un espace de montagne, contribue au bien-être des populations (bénéfices en termes de santé, de stress, par exemple). Les analyses que nous avons menées avec Maud Schoendoerffer, à partir de l'indicateurs de bien-être de la Métropole de Grenoble (IBEST), montrent que « bien-être » et « accès à la montagne » sont fortement corrélés, mais uniquement pour les hauts revenus. Au sein des ménages à bas revenus, ce lien n'est plus observé. Ainsi, plus d'un quart des personnes gagnant moins de 1 000 €/mois déclarent ne jamais fréquenter les espaces de nature situés hors de Grenoble, contre seulement 3% des personnes gagnant plus de 3 500 €. Dans le même ordre d'idée, pour 20% des ménages aisés

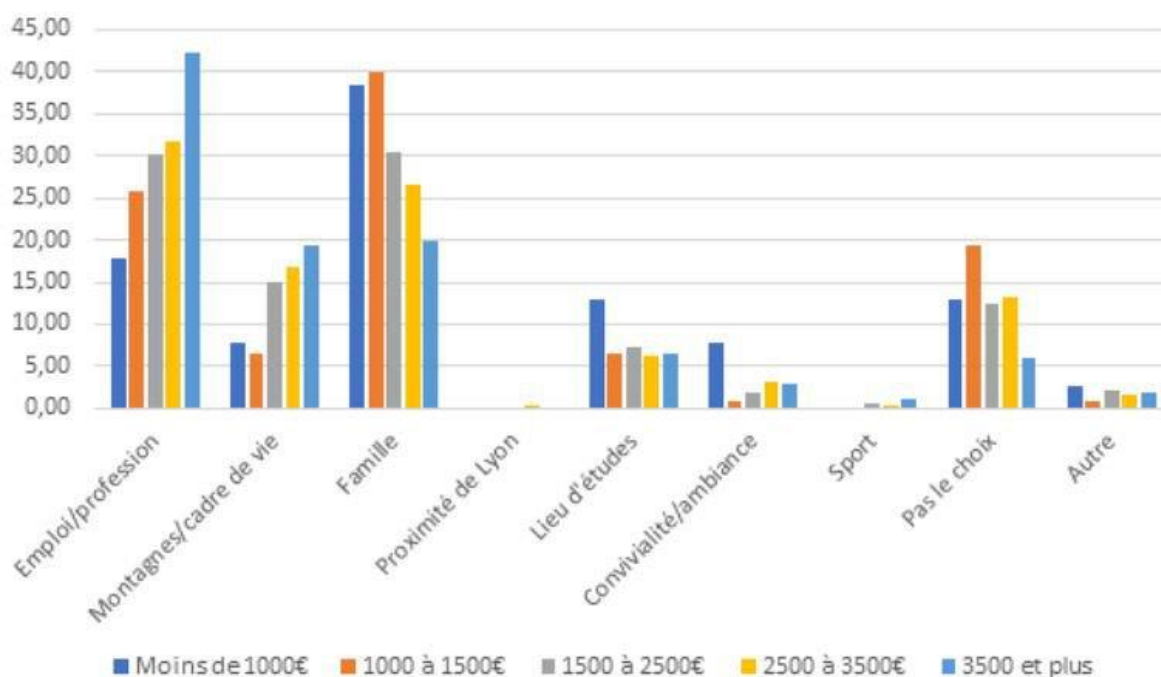
récemment installés dans la Métropole, les montagnes ont été l'un des facteurs de leur migration résidentielle. Ce taux n'est que de 7% pour les ménages plus modestes.

### Fréquentation de la nature selon le niveau de revenu



Source : IBEST, Métropole de Grenoble, AURG, GEM, réalisation Maud Schoendoerffer

### Raisons d'installation dans la métropole de Grenoble



Source : IBEST, Métropole de Grenoble, AURG, GEM, réalisation Maud Schoendoerffer

L'accès aux espaces de montagne ne participerait donc pas à l'amélioration de la qualité de vie des plus défavorisés. Plusieurs facteurs expliquent ce résultat. Dans un ménage à faible revenu, le bien-être est d'abord conditionné par l'accès à un emploi stable, à un revenu décent, par des questions de santé, ou de satisfaction des besoins de première nécessité. L'accès à la montagne peut alors paraître bien secondaire. Mais d'autres raisons sont également à prendre en considération. Elles posent la question des lieux d'hospitalité, des conditions du bien-vivre ensemble si l'un des leviers importants d'amélioration du bien-être des populations n'est accessible que pour certains.

Les enquêtes menées montrent que les possibilités d'accès à la montagne, notamment pour les enfants, sont nombreuses. Dans de nombreux établissements scolaires, des sorties au ski, financées par les communes, sont par exemple proposées. Le programme départemental « *à la découverte des espaces naturels sensibles* » offre également aux élèves un éveil à la nature, y compris en montagne. En 2021, plus de 8 000 élèves de l'agglomération grenobloise en ont bénéficié<sup>3</sup>. D'autres structures, comme les services des sports des mairies ou les maisons des jeunes et de la culture (MJC) proposent des sorties dans les massifs environnants à des tarifs réduits. Le problème n'est donc pas tant dans l'offre. Les professionnels de la Montagne interrogés expliquent en revanche que cette offre peine à rencontrer son public. En raison des coûts engendrés par les activités, mais aussi de par la complexité administrative, certains établissements scolaires et certaines structures associatives ne souhaitent pas (ou plus)

---

<sup>3</sup> Source : département de l'Isère, 2021

proposer de sorties en montagne. L'accès des jeunes de la Métropole à l'offre « publique » n'est donc pas systématique et égal selon les communes, les écoles...

Du côté des familles interrogées, elles déclarent se heurter à la question du transport. Pour celles possédant une voiture, une appréhension quant à la route apparaît. Un accès en transport en commun est possible, mais les horaires et les itinéraires demeurent limités, l'information est aussi jugée insuffisante. Enfin, indépendamment de l'offre et de l'accessibilité, la montagne demeure, pour beaucoup, un milieu hostile, « accidentogène », un lieu où les familles estiment ne pas avoir leur place ni quoi savoir y faire.

Dans les quartiers populaires de la Métropole grenobloise, le besoin de nature des familles s'exprime à travers la demande d'une offre de proximité, ludique, facilement appropriable par toutes et tous. Les sites permettant la réalisation d'activités sportives, récréatives (baignade, luge ...) ainsi que certains aménagements (tables de pique-nique, barbecues ...) sont recherchés dans ces espaces de « nature urbaine » qui restent largement à déployer. Cette exemple montre comment, dans ce cas précis, l'aménagement urbain peut accroître l'hospitalité du territoire, ici, en apportant des réponses à la difficile articulation entre bien-être # inégalités # nature.

Enfin, d'autres résultats menés par trois autres chercheuses sont à retrouver dans le webmazine *Emergences* co-édité avec l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise. Ils portent sur l'accueil des publics les plus vulnérables, les invisibles, souvent oubliés des politiques locales : sans-abrisme et logements des plus démunis<sup>4</sup>, ou bien encore les migrants et demandeurs d'asile. Dans les deux cas, les travaux montrent comment les associations et collectifs citoyens<sup>5</sup> prennent le relais de l'acteur public pour permettre à ces populations de vivre bien sur ce territoire, jouant dès lors un rôle fondamental dans la construction d'une métropole hospitalière.

### ***Quelles conclusions sur l'émergence d'une métropole hospitalière ?***

Cette hypothèse de la métropole hospitalière posée au départ par la plateforme POPSU-Grenoble était très exploratoire. Or, au fil du programme national, nous avons constaté que ce type de questionnements émergé dans une large partie des autres métropoles. Il est vrai que la crise sanitaire avait révélé le besoin urgent de "prendre soin" les uns des autres. De nouvelles attentes pour améliorer le quotidien des populations (santé, commerce, qualité de vie...), favoriser les relations de proximité (alimentation, relocalisation industrielle...), faire face aux défis environnementaux (climat, pollution, biodiversité, ...) apparaissent aujourd'hui comme des évidences. Au sein des métropoles, ou plus largement des collectivités

---

<sup>4</sup> <http://grand-a.aurg.org/metropole-hospitaliere-emergences/sans-abrisme>

<sup>5</sup> <http://grand-a.aurg.org/metropole-hospitaliere-emergences/collectifs-solidaires>



territoriales, l'hospitalité comme référentiel commun obligerait à tisser des passerelles entre des actions trop souvent pensées et menées de façon sectorielle. Cette prise de conscience collective, ce changement de récit, doivent à présent être appréhendés à travers la mise en œuvre de politiques publiques concrètes, renouvelées. De nouveaux chantiers scientifiques et opérationnels sont donc devant nous.